

La polémique Francken n'a pas fini de rebondir

LE RÉSUMÉ

Charles Michel l'assure: la Belgique respecte les conventions internationales.

Le Premier charge l'opposition, accusée de détourner les propos et de se livrer à de l'indignation sélective.

Quant à Theo Francken, il n'en a pas fini avec les déclarations controversées.

BENOÎT MATHIEU

Il faut reconnaître ceci à Theo Francken (N-VA). Le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration s'y connaît, en termes de polémiques. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que celle qu'il a lancée mardi rebondisse encore dans tous les sens ce mercredi – avec un petit coup de pouce du principal intéressé, tout de même.

Mardi, donc. Au sortir d'une réunion de travail des ministres européens sur l'immigration et la réforme de la politique d'asile, il constate: «La réforme du règlement de Dublin est morte». Et ajoute qu'il serait opportun que l'Europe puisse reprendre sa politique de refoulement des bateaux de migrants – dites: «push-back» –, interdite de-

puis 2012 par un arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme. «*Il faut pouvoir renvoyer les bateaux, trouver une manière de contourner l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme, et la jurisprudence doit s'y adapter.*» L'article 3, celui interdisant la torture ainsi que les traitements inhumains ou dégradants.

Polémique. Aussitôt l'opposition s'étrangle et s'insurge, remettant en question la présence de Theo Francken au sein du gouvernement. Inquiétude également chez Myria, le Centre fédéral Migration. «*Considère-t-on les droits fondamentaux comme une variable d'ajustement, ou comme un cadre que l'on doit respecter, quoi que l'on fasse?*», pose son direc-

teur, François De Smet. Interrogé ce mercredi, le Premier ministre Charles Michel a déclaré ne pas se laisser «*déstabiliser par les outrances de l'un ou de l'autre.*» «*Nous défendons les conventions européennes et internationales, de même que les frontières extérieures de l'Europe.*» Et de renvoyer la balle vers l'opposition, accusée de «*détourner le propos afin de lui donner une dimension qui ne correspond pas à la position de la Belgique*», et d'ignorer le débat de fond, à savoir: «*comment contrôle-t-on les frontières et renforce-t-on la sécurité de nos concitoyens?*».

Hypocrisie et vaseline

Telle est la ligne tenue par le MR: pointer que l'opposition sait hurler,

mais guère avancer de propositions en la matière. Et que son indignation est sélective: quand John Crombez parle de «push-back», personne ne bronche. Par contre, quand il s'agit de Theo Francken...

Theo Francken qui a fait mine de jouer l'apaisement. En précisant qu'il n'aurait peut-être pas dû user du terme «contourner». Qu'il aurait dû dire «*réorienter les bateaux vers la Tunisie*». «*Par souci de clarté: je n'ai pas l'intention de commettre une violation massive de l'article 3.*»

Apaisement? Pas vraiment. Parce que le secrétaire d'État semble n'avoir guère goûté la réponse que lui a adressée, mardi, Dimitris Avramopoulos, le commissaire européen ayant déclaré que «*le modèle australien ne serait jamais suivi en Europe*» et balayé toute éventualité de «push-back». «*Et le deal avec la Libye?*», rétorquait aussitôt Theo Francken sur Twitter, faisant allusion au soutien européen aux gardes-côtes libyens.

Pour y revenir ce mercredi, au micro de la VRT, entre ironie et acerbité. «*L'Europe a conclu un deal avec la Turquie d'Erdogan et un autre avec les milices en Libye, qui en matière de droits de l'Homme sont championnes en Afrique. L'hypocrisie est la vaseline de la rue de la Loi; je pense qu'il en est de même au rond-point Schuman. Cela se confirme encore aujourd'hui.*» Offusquant à nouveau l'opposition.